

Beauvais, le 20 Mars 2020

Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Brèche  
A l'attention Monsieur Ferreira  
Président du SAGE de la Brèche  
9 rue Henri Breuil  
60600 CLERMONT

Réf : FP\_NZ\_BH\_AC

**Objet: Consultation administrative sur le PAGD et le règlement du SAGE de la Brèche**

Pièce Jointe : Annexe 1 note technique

Monsieur le Président,

Vous nous avez transmis, le 15 Janvier dernier, le dossier cité en objet, afin de recueillir nos observations en vue d'une réunion préalable au PAGD et au règlement du SAGE de la Brèche.

L'ensemble des actions présentées dans les rapports semble cohérent. Cependant certains objectifs comme les 35 mg/l de nitrate nous semblent ambitieux ainsi que l'objectif d'atteindre 5,5% d'agriculteurs en agriculture biologique.

Concernant la gestion qualitative de la ressource en eau, de nombreuses actions sont déjà menées par le monde agricole sur ce territoire. Un groupe d'agriculteurs dynamiques est centré sur l'agriculture biologique. Des actions sont également engagées pour sensibiliser les agriculteurs sur les techniques alternatives afin d'améliorer leurs pratiques culturales. Le territoire du SAGE de la Brèche comprend de nombreux agriculteurs motivés et investis dans la lutte contre la pollution de l'eau.

Concernant la gestion quantitative de la ressource en eau, l'enjeu est majeur compte tenu des perspectives d'évolution des besoins et du contexte climatique. Il y a certainement nécessité de mieux connaître l'état de la ressource et de son évolution mais nous sommes pour le moment opposés à la définition d'un volume maximum prélevable dont on sait que la variable d'ajustement sera les volumes liés à l'irrigation des cultures. Il nous paraîtrait dans un premier temps plus utile de travailler sur des solutions alternatives : réserves d'eau, recharges hivernales, récupération des eaux usées... Nous demandons à ce que la gestion quantitative soit étudiée également sous l'angle social et économique et non du seul point de vue de la restauration ou la renaturation des milieux aquatiques et des milieux humides. Il faut admettre qu'il sera impossible de retourner en arrière !

Nous demandons que les actions mises en œuvre reposent sur le volontariat dans le respect des réalités de l'économie agricole.

Compte tenu des remarques formulées ci-dessus ainsi que celles figurant dans la note ci-jointe, la Chambre d'Agriculture de l'Oise émet un **avis favorable sous réserve sur ce projet de PAGD et le projet de règlement du SAGE de la Brèche.**

Nous restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires, et vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de nos salutations respectueuses.

Le Président



Hervé Ancellin

## **Le PAGD cible 4 enjeux identifiés :**

### **1<sup>er</sup> Assurer un cadre de mise en œuvre du SAGE par une gouvernance adaptée – RAS**

### **2<sup>ème</sup> Garantir une qualité des eaux superficielles et souterraines**

Concernant les pollutions diffuses, le SAGE est dans son rôle, l'agriculture est concernée mais également les pollutions non agricoles en matière de contamination des phytosanitaires. Sur ce dernier point le PAGD compte s'appuyer sur la Chambre d'agriculture pour accompagner la réduction et la suppression des usages des produits phytosanitaires pour les espaces faisant exception à la loi LABBE. Concernant l'agriculture, la réduction des usages de produits phytosanitaires questionne l'ensemble du système de production...on parle d'un travail à réaliser avec les filières...et des cultures peu consommatrices d'intrants. Tout cela doit être mené en concertation avec les acteurs concernés (dont la Chambre fait partie...)

**Remarques de la Chambre d'agriculture de l'Oise : ces propos sont rassurants car l'analyse sur la réduction des intrants est vue de manière globale**

Concernant l'animation locale, il est dit que l'animation doit être mise en place par des organes indépendants...

**Proposition de la Chambre d'agriculture : la Chambre d'agriculture est candidate pour assurer ce rôle d'animation dont elle est investie d'ailleurs dans le cadre des groupes de développement et de la convention d'animation signée avec l'AESN et l'AEAP sur l'ensemble du département. Il y aura lieu d'étudier les actions qui méritent d'être approfondies et pour lesquelles des moyens plus importants pourront être mobilisés avec le soutien de l'AESN.**

Sur la promotion des filières locales pour favoriser une agriculture de proximité

**Proposition de la Chambre d'agriculture de l'Oise : l'ambition est belle, reste à définir avec les collectivités comment favoriser l'émergence de ces filières locales en lien avec la Chambre d'agriculture. Toutefois rappelons que l'agriculture régionale est tournée vers les grands marchés à l'exportation, que le chiffre d'affaire de la ferme Oise repose essentiellement sur les productions céréalières et agro-industrielles, qu'il est important de garder ce potentiel économique. La question est de savoir comment garder cette place face aux enjeux environnementaux. Cette question posée : quelles alternatives face à une moindre utilisation d'intrants ? Cultures alternatives, pratiques alternatives ?**

### **3<sup>ème</sup> Protéger les patrimoines des milieux aquatiques et humides**

Concernant les zones humides, le PAGD se repose sur un inventaire des zones humides réalisé en 2013, il y aurait lieu de revenir sur cet inventaire afin de s'assurer qu'il ait été concerté. Afin de protéger les zones humides, le PAGD évoque la mise en place d'obligations réelles environnementales...il s'agit quasiment de servitudes. Il y a des moyens peut être plus participatifs pour protéger ces zones humides. Il est dit que les documents d'urbanisme peuvent délimiter les zones humides...le document d'urbanisme ne fait que « classer » le terrain quant à sa destination mais non quant à son usage. N'oublions pas les conséquences du classement des zones humides sur les compensations environnementales...trop de collectivité en sous-estiment les conséquences !

## Propositions de la Chambre d'agriculture de l'Oise :

- revoir les périmètres des zones humides en concertation avec les propriétaires et exploitants et réfléchir une manière plus « participative » de protéger les zones humides.
- prioriser les zones humides en termes d'actions plutôt que de vouloir les protéger toutes de manière absolue.
- promouvoir les MAE biodiversité sur les territoires éligibles dans les zones humides
- faire intervenir l'association symbiose sur la protection des zones humides et des actions à mettre en œuvre.

### **4<sup>ème</sup> Assurer une gestion équilibrée de la ressource et prévenir les risques en anticipant les effets du changement climatique**

#### **Sur la maîtrise des ruissellements et de l'érosion**

Nous notons avec satisfaction la maîtrise des ruissellements et de l'érosion avec l'objectif de confier cette mission aux EPCI, c'est un point fondamental aujourd'hui car cette responsabilité revient aux communes souvent bien démunies

**Proposition :** la Chambre d'agriculture de l'Oise a développé cette compétence en interne et son intervention peut être opportune concernant l'animation du programme de lutte contre l'érosion.

Il est prévu le maintien des éléments du paysage en vue de lutter contre les ruissellements dans les documents d'urbanisme...

**Remarques :** est-ce bien leur rôle ? Les documents d'urbanisme classent la destination des terrains mais pas l'organisation des pratiques, les actions de lutte contre les ruissellements sont encadrées par la loi sur l'eau.

Nous avons plusieurs dispositions concernant la maîtrise des inondations dont l'objectif est de protéger les zones d'expansion des crues, de limiter l'accroissement de la vulnérabilité aux phénomènes d'inondation et de limiter l'impact des à coup hydrauliques d'eau pluviale...

**Remarques :** Ce point est complet et prend bien en compte la problématique.

#### **Sur la gestion quantitative**

- Réalisation d'une étude sur les volumes prélevables à l'échelle de l'aquifère

**Remarques :** Cela signifie que le SAGE prévoit bien de définir un volume maximum prélevable...comment se fera cette répartition entre les usagers, le risque est de faire des volumes d'eau agricoles une variable d'ajustement.

**Quel est l'objectif réel de cette étude ?** Se dirige-t-on vers une gestion volumétrique ? A-t-on prévu d'étudier des solutions alternatives ?

- Amélioration de la connaissance sur les assecs en affinant le réseau ONDE...

La priorité est de disposer d'abord de données fiables en termes de suivi de la ressource en eau et admis par tous ...la profession agricole souhaite fonder le suivi de la ressource en eau sur des critères objectifs... le réseau ONDE repose sur des observations, c'est à priori l'objectif de la disposition D12.

**Proposition :** mieux connaître la ressource en eau sur le Bassin plutôt que de vouloir tout de suite passer à une étude sur le volume maximum prélevable.

## Le règlement du SAGE de la Brèche

### Article 1 : RAS

### Article 2 : Limitation de l'artificialisation du ru de la Garde et de la Béronnelle

L'interdiction d' « entretien de cours d'eau pour le curage » nous pose toujours question car cela a pour effet de ralentir l'écoulement des cours d'eau et accentuer les risques d'inondation des terrains.

### Article 3 : Préservation des zones humides par évitement et compensation de leur destruction

Nous avons bien conscience que les zones humides représentent un enjeu majeur fort pour le territoire mais l'activité agricole et sylvicole ne saurait être pénalisée pour autant. L'urbanisation et l'artificialisation des terrains sont beaucoup plus impactants que l'activité agricole et sylvicole. Rappelons que ces activités ont au moins le mérite de participer à l'aménagement et l'entretien des espaces naturels. La question posée est de trouver un moyen pour rendre compatible l'activité agricole et la protection des zones humides plutôt de condamner d'emblée une activité. C'est dans ce but que la profession agricole a créée avec d'autres partenaires et notamment le ROSO une association SYMBIOSE.

Concernant les compensations environnementales, le règlement fixe des dispositions sur les compensations environnementales. Nous demandons à ce que ces compensations ne reposent pas de manière exclusive sur des compensations « surfaciques » mais que soit prise en compte la notion de compensations fonctionnelles telle que figurant dans la charte « ERC » adoptée par la Chambre Régionale d'agriculture des Hauts-de-France, le Préfet de Région et le Conseil Régional des HDF.

**Concernant les zones humides prioritaires**, il est indiqué que toute destruction altérant ses fonctionnalités serait interdite. A-t-on bien mesuré les conséquences d'une règle et leur acceptabilité au niveau des collectivités locales concernées ? A-t-on bien évalué les surfaces concernées et leur impact sur les activités concernées ? **Si tel n'est pas le cas nous demandons que ce travail soit réalisé avant d'introduire cette disposition si radicale. L'appropriation d'une telle mesure par les acteurs locaux est essentielle.**

**Concernant les zones humides ordinaires à préserver**, il y aurait lieu avant d'invoquer la question des compensations écologiques qui reposent sur du surfacique l'application de la règle ERC « éviter, réduire, compenser ». **Ajoutons que la Chambre Régionale d'agriculture des Hauts-de-France à son initiative, le préfet de Région et le conseil Régional des Hauts de France ont adopté une charte « ERC » pour l'ensemble de la région HDF, nous demandons qu'il en soit fait mention dans ce règlement.**

Il est fait état des exceptions à cette règle lorsqu'il s'agit des projets d'intérêt général ou des projets déclarés d'utilité publique...si la règle concerne les compensations environnementales, **ces compensations s'imposent à tous, même dans le cadre d'une DUP**

### Article 4 : Encadrement des nouveaux prélèvements à l'amont des cours d'eau

Il ne s'agit pas d'encadrer mais d'interdire de nouveaux prélèvements. Une telle mesure est de nature à compromettre tout projet de diversification agricole. Cette mesure aussi radicale n'est pas acceptable en l'état. Tout nouveau prélèvement est déjà encadré par la loi sur l'eau. Les prélèvements sont soumis à étude d'impact, ce qui permet de juger s'ils sont de nature à impacter sensiblement ou non la ressource en eau dans les secteurs qui ont été identifiés. Nous estimons que la loi sur l'eau offre des garanties suffisantes pour assurer la protection de la ressource en eau.

**La Chambre d'agriculture de l'Oise demande le retrait cette mesure**

#### Chambre d'agriculture de l'Oise

Rue Frère Gagne – BP 40463  
60021 BEAUVAIS Cedex  
Tél . 03 44 11 44 11 - Fax. 03 44 11 45 50  
accueil@oise.chambagri.fr - prenom.nom@oise.chambagri.fr



#### REPUBLIQUE FRANCAISE

Etablissement public  
Loi du 31/01/1924  
Siret 186 002 515 00028 – APE 9411 Z  
<http://www.hautsdefrance.chambres-agriculture.fr/vos-chambres/oise/>